



Réaction de presse
Pour diffusion immédiate

**Retrait de la sortie du 3e lien dans Saint-Roch:
« On ne fait que déplacer le problème » estime la Coalition Non au 3e lien**

Québec, le 26 octobre 2021 - La Coalition nationale Non au 3e lien a réagi à l'abandon de la sortie autoroutière du 3e lien dans le quartier Saint-Roch annoncée ce matin par le gouvernement du Québec. La Coalition invite tous les opposants à ce projet pharaonique à continuer de s'opposer à ce projet, qui demeure une augmentation injustifiée de capacité routière dont le Québec n'a pas besoin.

Pour Sarah V. Doyon, directrice générale de Trajectoire Québec « Cette annonce représente un signe qu'on peut faire reculer le gouvernement quand on le met face à ses contradictions. Cela démontre aussi que les efforts menés par les différentes parties prenantes, dont la Coalition et les plus de 46 000 signataires de la pétition font partie, ont un impact réel. Cependant, nous ne devons pas baisser les bras puisque le projet, dans l'ensemble, demeure profondément mauvais et injustifié. »

« Ce n'est toujours pas, loin de là, un projet de transport collectif. Au contraire, ça demeure une augmentation de la capacité autoroutière dont le Québec n'a pas besoin, qui amènerait inévitablement une hausse de nos émissions de GES et qui aurait des conséquences notamment sur la qualité de l'air et donc sur la qualité de vie de la population. », souligne Charles Bonhomme, spécialiste, communications et affaires publiques à la Fondation David Suzuki.

Selon Alexandre Turgeon, directeur général du Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale: « En abandonnant la sortie autoroutière dans Saint-Roch, le gouvernement ne fait que déplacer le problème occasionné par l'afflux supplémentaire d'automobiles qui circuleraient via cette infrastructure. Il est pour nous évident que les automobilistes en provenance de la région de la Chaudière-Appalaches augmenteront de façon significative la circulation de transit dans les quartiers Limoilou et Vanier, notamment, avec toutes les nuisances qui porteront atteinte à la qualité de vie des résidents. Les deux sorties qui demeurent sont toujours localisées au centre-ville. »

Marc-André Viau, directeur des relations gouvernementales d'Équiterre rappelle pour sa part que le projet de 3e lien continuerait d'encourager l'étalement urbain, particulièrement du côté sud de l'infrastructure: « le 3e lien, s'il se réalise, débouchera directement sur des terres agricoles, ce qui est tout à fait contraire à ce que le gouvernement dit vouloir faire en matière d'aménagement du territoire, de mobilité durable et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en plus de menacer la biodiversité des écosystèmes. À l'aube de la COP26 à Glasgow, le gouvernement doit faire preuve d'une plus grande cohérence à cet effet. »

La Coalition nationale Non au 3e lien a par ailleurs interpellé le nouveau cabinet des ministres fédéral, l'invitant à ne pas baisser la garde face à ce projet.

Pour Etienne Grandmont, directeur général d'Accès transports viables, « le gouvernement fédéral ne doit pas se laisser endormir par l'annonce d'aujourd'hui: le projet est toujours aussi fondamentalement néfaste pour l'environnement. C'est pourquoi nous l'invitons à refuser de déboursier des sommes qui devraient plutôt être investies dans des projets de transports collectifs qui sont justifiés et attendus, et à désigner le projet de 3e lien pour une étude environnementale fédérale menée par l'Agence d'évaluation d'impact du Canada. »

- 30 -

La coalition nationale Non au troisième lien a été initiée en mai par Accès transports viables, le Conseil régional de l'environnement - région de la Capitale-Nationale, Équiterre, la Fondation David Suzuki, Trajectoire Québec et Vivre en Ville.

Avec les appuis suivants: Nature Québec, le Centre d'écologie urbaine de Montréal, le Conseil de quartier de Saint-Sauveur, le Conseil régional de l'environnement de Montréal, le Conseil régional de l'environnement de Lanaudière, Copticom, le Conseil de quartier du Vieux-Limoilou, le Collectif Virage, le Conseil régional de l'environnement de l'Outaouais, Greenpeace, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome, le Conseil régional de l'environnement de Laval, le Conseil régional de l'environnement de l'Estrie, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec.

Toutes et tous les citoyennes et citoyens, ainsi que les organisations désirant dénoncer ce projet autoroutier peuvent signer la pétition, qui compte désormais 46 140 signataires, sur le site nonautroisiemilien.quebec.

Renseignements et entrevues

Gabrielle Guimond

Coordonnatrice aux communications, événements et mobilisations

514-833-4413

gabrielle@trajectoire.quebec